

Covid-19

## Protection de la santé et questions juridiques

Les formations sur la situation actuelle liée au COVID-19 ont eu lieu dans la semaine du 8 février 2021 pour la branche de la technique agricole via deux sessions en ligne. Paul Andrist, responsable du Centre de formation d'Aarberg, et Cyrine Zeder, responsable Droit/questions sociales/direction de l'entreprise chez AM Suisse, ont fourni aux personnes de contact pour la sécurité au travail (PERCO) participantes les dernières actualités.

### L'essentiel en bref

- Les mesures de protection générales s'appliquent en principe à la technique agricole et la maréchalerie.
- Les collaborateurs du service externe (mécaniciens, vendeurs) ont le droit de se déplacer.
- L'obligation de télétravail s'applique pour tout travail pouvant être effectué à domicile.
- Les personnes exerçant une activité lucrative et qui n'ont plus d'offre de garde d'enfants en raison de la pandémie ont droit à une compensation de l'APG.
- Les personnes exerçant une activité lucrative qui doivent se mettre en quarantaine par ordre des autorités ou du corps médical, et les personnes particulièrement vulnérables dans certaines situations.
- Malgré la pandémie de coronavirus, la loi, le CO, les CCNT, les délais de protection et délais de résiliation notamment s'appliquent.
- L'employeur est tenu de faire respecter ces mesures.

S'il est vrai que le COVID-19 apporte son lot de restrictions, les branches de la technique agricole et de la maréchalerie sont en mesure de travailler. Comme aucun cours d'introduction et aucune réunion d'échange d'expériences pour les personnes de contact pour la sécurité au travail (PERCO) n'ont pu avoir lieu depuis l'automne 2020, Paul Andrist et Cyrine Zeder ont expliqué en ligne les implications de la situation actuelle en termes de mesures de protection, de formation, d'indemnités et de droit.

### Objectif : maintenir la bonne marche de l'entreprise

Les mesures de protection générales s'appliquent en principe à la technique agricole et la maréchalerie. Elles ont pour objectif d'éviter toute contamination sur le lieu de travail du personnel, de la clientèle ou des fournisseurs, ce qui pourrait non seulement se solder par une pénurie de personnel, mais aussi par l'ordre de fermeture d'une entreprise pour non-respect des mesures. L'employeur est tenu de faire respecter ces mesures.

### Mesures de protection générales pour les ateliers et les entrepôts

- Port du masque obligatoire à l'intérieur de tous les locaux, ateliers, entrepôts, bureaux, salles de pause, vestiaires ainsi que dans les véhicules en présence de plus d'une personne.
- Distance de sécurité minimale: 1,5 m.
- Règle des cinq personnes dans les pièces fermées. Cependant: l'entreprise n'est pas un espace public. Dans ce cas, plus de cinq personnes ont le droit d'être présentes, en respectant bien entendu le plan de protection.
- Aérer les pièces, 2 à 4 fois par jour 10 minutes environ.
- Se laver les mains régulièrement à l'eau savonneuse.
- Mettre à disposition des conteneurs pour y jeter les masques sales. Ces conteneurs doivent être dotés d'un couvercle et d'un sac refermable et remplaçable pour l'élimination.
- Il est recommandé de travailler en groupes de même taille si possible.



Ces affiches de l'OFSP doivent être placardées dans toutes les entrées

- Ne pas partager les outils et les équipements si possible.
- Nettoyer et désinfecter régulièrement outils de travail et objets.

### Exposition et vente

- Porter un masque
- Garder ses distances
- Nettoyer les outils de travail
- Aérer les pièces
- Se laver les mains
- Mettre des conteneurs à disposition pour les masques sales
- Installer des parois de séparation/écrans anti-postillons

### Bureaux et salles de pause

- Porter un masque
- Garder ses distances
- Nettoyer les outils de travail
- Aérer les pièces
- Se laver les mains
- Mettre des conteneurs à disposition pour les masques sales
- Échelonner les temps de travail et de pause
- Ne pas partager tasses, verres, etc.



Covid-19

# Gesundheitsschutz und Rechtliche Fragen

Die Schulungen zur aktuellen Covid-19-Situation fanden in der Woche vom 8. Februar 2021 für die Landtechnikbranche mittels zwei Online-Schulungen statt. Paul Andrist, Leiter Bildungszentrum Aarberg, und Cyrine Zeder, Leiterin Recht/Soziales/Unternehmensführung AM Suisse, brachten die teilnehmenden Kontaktpersonen für Arbeitssicherheit KOPAS auf den neusten Stand.

## Das Wichtigste in Kürze

- Für die Landtechnik und den Hufbeschlag gelten grundsätzlich die allgemeinen Schutzmassnahmen.
- Aussendienstmitarbeiter (Mechaniker, Verkäufer) dürfen unterwegs sein.
- Bei allen Arbeiten, die zu Hause ausgeführt werden können, herrscht Homeoffice-Pflicht.
- Anrecht auf Entschädigung durch die EO haben Erwerbstätige, deren Kinderbetreuungsangebot aufgrund der Pandemie entfällt.
- Erwerbstätige, welche behördlich oder ärztlich angeordnet in Quarantäne müssen, und in gewissen Konstellationen besonders gefährdete Personen.
- Trotz Corona gelten Gesetz, OR, LGAV, Sperrfristen, Kündigungsfristen etc.
- Der Arbeitgeber ist verpflichtet, die Massnahmen durchzusetzen.

## • Allgemeine Schutzmassnahmen für Werkstatt und Lager

- Gesichtsmaskenpflicht in allen Innenräumen, Werkstatt, Lager, Büro, Pausenraum, Garderobe und Fahrzeugen, wenn mehr als 1 Person anwesend ist
- Abstand halten: mind. 1.5m
- 5-Personen-Regel in geschlossenen Räumen – aber: der Betrieb ist ein nicht öffentlicher Raum, hier dürfen mehr als 5 Personen anwesend sein, selbstverständlich gilt dabei das Schutzkonzept
- Räume lüften, täglich 2–4 mal ca. 10 Minuten
- Hände waschen, regelmässig mit Wasser und Seife
- Es sind Behälter zur Entsorgung der schmutzigen Masken zur Verfügung zu stellen. Diese müssen mit Deckel und verschliessbarem, auswechselbarem Beutel für die Entsorgung ausgerüstet sein.
- Es wird empfohlen, möglichst in gleichen Gruppen zu arbeiten.
- Werkzeug und Geräte möglichst nicht zu teilen.
- Arbeitsmittel und Gegenstände regelmässig zu reinigen und desinfizieren.

## • Ausstellung und Verkauf

- Gesichtsmaske
- Abstand halten
- Arbeitsmittel reinigen
- Räume lüften
- Hände waschen
- Behälter für schmutzige Masken
- Trennwände / Spuckschutz

## • Büro und Pausenräume

- Gesichtsmaske
- Abstand halten

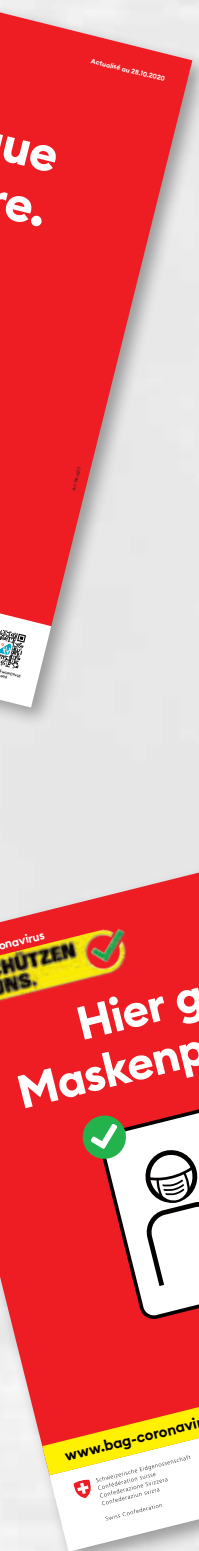
Covid-19 bringt zwar Einschränkungen, aber die Landtechnik- und die Hufbeschlagbranche können arbeiten. Da seit Herbst 2020 keine Einführungskurse (EFK) und kein Erfahrungsaustausch (ERFA) für Kontaktpersonen für Arbeitssicherheit (KOPAS) stattfinden konnten, erläuterten Paul Andrist und Cyrine Zeder online, was die aktuelle Situation für die Schutzmassnahmen, die Ausbildung, Entschädigungen und die gesetzliche Situation bedeutet.

### Ziel: Betrieb aufrechterhalten

Für die Landtechnik und den Hufbeschlag gelten grundsätzlich die allgemeinen Schutzmassnahmen. Sie haben zum Ziel, zu verhindern, dass sich Mitarbeitende, Kunden und Lieferanten am Arbeitsplatz mit dem Corona-Virus anstecken. Das könnte nicht nur zu Ausfällen beim Personal führen, sondern sogar die behördliche Schliessung eines Betriebs wegen Nichteinhaltung der Massnahmen zur Folge haben. Der Arbeitgeber ist verpflichtet, die Massnahmen durchzusetzen.



Diese Plakate des BAG müssen an allen Eingängen platziert werden.



**Espaces sanitaires**

- Porter un masque
- Garder ses distances
- Nettoyer les outils de travail
- Aérer les pièces
- Se laver les mains
- Mettre des conteneurs à disposition pour les masques sales
- Échelonner les temps de travail et de pause

**Courses d'essai et service externe**

- Porter un masque
- Garder ses distances
- Nettoyer les outils de travail
- Se laver les mains
- Utiliser des essuie-mains à usage unique
- Mettre des conteneurs à disposition pour les masques sales
- Privilégier, dans la mesure du possible, les courses individuelles

**Conseils pour l'organisation au sein de l'entreprise :**

- Indiquez les voies de circulation dans l'atelier à l'aide de marquages au sol. Cela pourra avoir un impact positif sur l'organisation plus tard.
- Une solution univoque et homogène valable pour toute l'entreprise facilite le respect des règles par le personnel et la clientèle.
- Désignez une personne responsable de la mise en œuvre des mesures dans l'entreprise.
- Contrôlez, documentez et enregistrez des procès-verbaux des mesures prises (au cas où une inspection officielle aurait lieu).
- Utilisez le modèle de plan de protection du Forum pour la sécurité au travail.
- Définissez les règles : qui signale à qui les cas de soupçon de contamination au coronavirus ou de symptômes déjà présents.

**Le télétravail, dès que possible, est obligatoire.**

L'obligation de télétravail s'applique pour tout travail pouvant être effectué à domicile. Cela demande de disposer de l'infrastructure nécessaire. En d'autres termes, cela peut impliquer de la part de l'employeur de mettre à disposition du collaborateur un ordinateur portable.

**En cas de soupçon de contamination au COVID-19...**

- si des symptômes apparaissent : passer le test et rester à domicile ;
- si le test est positif : s'isoler ;
- en cas de contact avec une personne testée positive : se mettre en quarantaine.

**Important pour l'activité**

Malgré la pandémie de coronavirus, la loi, le CO, les CCNT, les délais de protection et délais de résiliation notamment s'appliquent.

**Qui a droit à une indemnisation ?**

Les personnes exerçant :

- une activité lucrative qui doivent s'occuper d'enfants en raison de la situation particulière provoquée par la pandémie,
- les personnes exerçant une activité lucrative qui doivent se mettre en quarantaine sur ordre des autorités ou d'un médecin,
- les personnes particulièrement vulnérables dans certaines conditions.

**Versement de l'APG pour les mesures de quarantaine**

- aux personnes exerçant une activité lucrative qui sont placées en quarantaine par le corps médical ou les autorités (ou dans le cas où un enfant de moins de 12 ans doit être mis en quarantaine),
- AVS assurée,
- activité salariée ou indépendante.

**Attention ! Les cas suivants ne fondent pas ce droit :**

- quarantaine autoproclamée,
- notification au moyen de l'application SwissCovid (traçage des contacts),
- voyages dans les zones à risques,
- possibilité de travailler à domicile.

**Formation des apprentis**

Les formateurs sont tenus d'amener les personnes en formation au niveau de connaissances requis dans les temps impartis.

Tous les apprentis ne pourront pas gérer aussi bien l'enseignement en ligne. En raison de la fermeture des écoles professionnelles au printemps 2020, le partage des connaissances s'est compliqué, surtout dans le cas des personnes ayant des difficultés scolaires, qui ont parfois besoin d'un encadrement plus soutenu et de retravailler la matière d'enseignement avec les formateurs.

Les cours interentreprises (CIE) se poursuivent. Les apprentis absents (isolement, quarantaine) qui n'ont pas pu rattraper les cours obligatoires seront tout de même admis à l'examen final. Les cantons dispensent les candidats des cours obligatoires.

Les formateurs sont tenus d'enseigner ces matières ultérieurement. Étant donné la situation particulière dans laquelle nous nous trouvons et l'impact



négalatif qu'elle peut avoir sur la formation, il est très important de préparer un rapport de formation chaque semestre. En cas d'échec à l'examen, il est ainsi possible de savoir quelles mesures avaient été prises pour combler les éventuels déficits de formation. Si nécessaire, reformer la personne et lui enseigner la matière manquée. Pour ce faire, les apprentis peuvent être rassemblés au sein de l'entreprise et le groupe formé peut dépasser cinq personnes (l'entreprise n'est pas un espace public – bien entendu, le plan de protection s'applique).

**Les stages de préapprentissage sont possibles**

Il est important de continuer aujourd'hui à nous occuper de la relève et d'offrir une chance aux futurs professionnels de la branche. Pour établir un lien de confiance fort, il convient de communiquer clairement aux jeunes, à leurs parents et à leurs enseignants quels sont les plans de protection. ■

Résumé : Rob Neuhaus

**Sources et documentation**

- Loi sur le travail
- L'Ordonnance COVID-19
- Fiche technique pour les employeurs « Protection de la santé au travail – le nouveau coronavirus (COVID-19) »

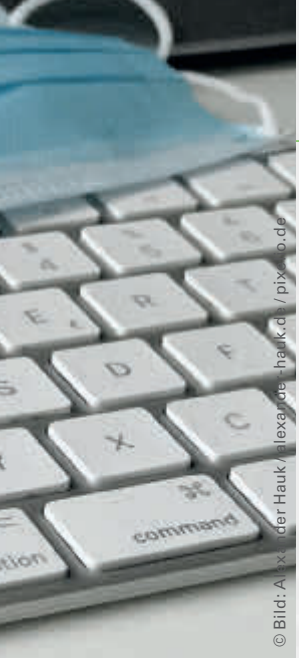
Tous les documents peuvent être téléchargés dans le FORUM pour la sécurité au travail dans les métiers du métal (CPNM), géré par les partenaires sociaux.

Lien de téléchargement :

[www.forum-arbeitssicherheit.ch/fr/downloads](http://www.forum-arbeitssicherheit.ch/fr/downloads)

Informations complémentaires :

[www.amsuisse.ch/fr](http://www.amsuisse.ch/fr)



© Bild: Alex / derHauk / pixnio.de

- Arbeitsmittel reinigen
- Räume lüften
- Hände waschen
- Behälter für schmutzige Masken
- Versetzte Arbeits- und Pausenzeiten
- Tassen, Gläser etc. nicht teilen

#### ▪ Sanitärräume

- Gesichtsmaske
- Abstand halten
- Arbeitsmittel reinigen
- Räume lüften
- Hände waschen
- Behälter für schmutzige Masken
- Versetzte Arbeits- und Pausenzeiten

#### ▪ Probefahrten und Aussendienst

- Gesichtsmaske
- Abstand halten
- Arbeitsmittel reinigen
- Hände waschen
- Einwegpapiertücher
- Behälter für schmutzige Masken
- Möglichst Einzelfahrten

#### Tipps für die Organisation im Betrieb:

- Zeigen Sie Verkehrswege in der Werkstatt mit Bodenmarkierungen an – das kann sich auch später positiv für die Organisation auswirken.
- Eine eindeutige, einheitliche Lösung für den ganzen Betrieb erleichtert den Mitarbeitenden und Kunden, sich an die Regeln zu halten.
- Bestimmen Sie eine verantwortliche Person für die Umsetzung der Massnahmen im Betrieb.
- Kontrollieren, dokumentieren und protokollieren Sie die Massnahmen (für den Fall einer behördlichen Kontrolle).

#### Grundlagen und Dokumente

- Arbeitsgesetz
- Covid-Verordnung
- Merkblatt für Arbeitgeber «Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz – Neues Coronavirus (Covid-19)»

Im FORUM für Arbeitssicherheit der Paritätischen Landeskommission im Metallgewerbe (PLKM), betrieben von den Sozialpartnern, stehen alle Dokumente zum Download bereit.

Link zum Download:

[www.forum-arbeitssicherheit.ch/de/downloads](http://www.forum-arbeitssicherheit.ch/de/downloads)

Weitere Informationen:

[www.amsuisse.ch/de](http://www.amsuisse.ch/de)

- Benutzen Sie das Musterschutzkonzept des Forums für Arbeitssicherheit
- Setzen Sie Regeln fest: Wer meldet wem, wenn er Verdacht auf Corona oder schon Symptome hat.

#### Homeoffice, wo möglich, ist Pflicht

Bei allen Arbeiten, die zu Hause ausgeführt werden können, herrscht Homeoffice-Pflicht. Dafür braucht es die entsprechende Infrastruktur. Das kann zum Beispiel bedeuten, dass der Arbeitgeber dem Mitarbeiter einen Laptop zur Verfügung stellen muss.

#### Bei Verdacht auf eine Covid-19-Ansteckung:

- bei Symptomen: testen und zu Hause bleiben;
- bei positivem Test: in Isolation gehen;
- bei Kontakt mit positiv getesteter Person: in Quarantäne gehen.

#### Wichtig für die Geschäftstätigkeit

Trotz Corona gelten Gesetz, OR, LGAV, Sperrfristen, Kündigungsfristen, etc.

#### Wer hat Anrecht auf Entschädigung?

Anrecht auf Entschädigung haben:

- Erwerbstätige, die Kinder während der Pandemie betreuen müssen,
- Erwerbstätige, welche behördlich oder ärztlich angeordnet in Quarantäne müssen,
- besonders gefährdete Personen.

#### EO-Zahlung bei Quarantänemassnahmen

- Ärztlich oder behördlich verordnete Quarantäne von Erwerbstätigen (auch wenn Kinder unter 12 Jahren in Quarantäne muss),
- AHV versichert,
- Unselbständige oder selbständige Erwerbstätigkeit.

#### Achtung: kein Anspruch besteht bei

- selbstverordneter Quarantäne,
- Meldung durch die SwissCovidApp (ContactTracing),
- Reise in Risikogebiete,
- Möglichkeit, im Homeoffice zu arbeiten.

#### Lehrlingsausbildung

Die Auszubildner haben die Pflicht, die Lernenden in der vorgegebenen Zeit auf den verlangten Wissensstand zu bringen.

Nicht alle Lernenden können mit der Situation des Online-Unterrichts gleich gut umgehen. Durch die Schliessung der Berufsfachschulen im Frühjahr 2020 war der Wissensaustausch erschwert. Gerade schulisch Schwächere brauchen unter Umständen intensivere Betreuung und Unterrichtsstoff muss mit ihnen aufgearbeitet werden.

Die überbetrieblichen Kurse (üK) gehen weiter. Lernende mit Absenzen (Isolation, Quarantäne), welche die obligatorischen Kurse nicht mehr nachholen konnten, werden trotzdem zur Abschlussprüfung zugelassen. Die Kantone dispensieren die Kandidaten von diesen obligatorischen Kursen.

Die Auszubildner sind verpflichtet, diese Stoffe nachauszubilden. Da wir uns aktuell in einer speziellen Situation befinden, welche die Ausbildung negativ beeinflussen kann, ist es umso wichtiger, dass jedes Semester ein Bildungsbericht erstellt wird. Im Falle eines Nichtbestehens der Prüfung kann so nachvollzogen werden, welche Massnahmen getroffen wurden, um allfällige Bildungsdefizite auszugleichen. **Falls nötig: nachausbilden und den verpassten Stoff vermitteln.** Dafür dürfen Lernende im Betrieb zusammengenommen werden, es dürfen auch mehr als fünf Personen anwesend sein (der Betrieb ist ein nicht öffentlicher Raum – selbstverständlich gilt dabei das Schutzkonzept).

#### Schnupperlehre ist möglich

Es ist wichtig, sich auch jetzt um den Nachwuchs zu kümmern und den zukünftigen Berufsleuten eine Chance zu bieten. Vertrauensbildend ist, die Schutzkonzepte den Jungen und ihren Eltern und Lehrpersonen klar zu kommunizieren. ■

Zusammenfassung: Rob Neuhaus